



Colombie. Qui veut la peau du gouverneur Caicedo?

Par [Maurice Lemoine](#)

Mondialisation.ca, 20 septembre 2021

[Mémoire des luttes](#)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)
Thème: [Droits humains et État policier](#),
[Histoire et Géopolitique](#)

Il s'appelait Esteban Mosquera. Vingt-six ans. Symbole des luttes sociales en Colombie. La brutale répression des manifestations étudiantes de 2018 par l'Escadron mobile anti-émeutes (Esmad) lui avait coûté un œil. Durant la longue mobilisation du « *paro nacional* », du 28 avril à fin juillet 2021 (70 morts), il demeura un acteur de premier rang de la contestation [1]. Le 23 août, Mosquera a été assassiné par des paramilitaires à Popayán.

La mort de Mosquera passerait presque inaperçue. Bien d'autres ont subi le même sort. Johan Bonilla Bermúdez, 26 ans, l'un des leaders des manifestants de la « Primera Línea » (la première ligne) à Cali en 2021. Jesús Gutiérrez, lui aussi meneur des contestataires et pilier du Conseil d'action communal d'El Plateado, à Argelia (Cauca), disparu le 21 août, retrouvé mort le 25. Carlos Londoño Bautista, professeur à Fuente de Oro, membre de l'Association des éducateurs du Meta. María Dorfenis López Córdón, du Syndicat des travailleurs indépendants agricoles, également dans le département du Meta. Blanca Rosa Monroy, ex-guérillera des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), signataire des Accords de paix de 2016, assassinée le 2 septembre à Pereira. Un an auparavant, exécuté le 20 octobre 2020, Gustavo Herrera, directeur de la campagne présidentielle du candidat d'opposition Gustavo Petro dans le département du Cauca...

D'après l'Institut d'études pour le développement et la paix (Indepaz), cent douze dirigeants communautaires et sociaux ont été assassinés entre le 1er janvier et le 24 août 2021 ; plus de 1 200, auxquels s'ajoutent 285 ex-guérilleros des FARC, depuis la signature des supposés « accords de paix » de 2016. Rien de très nouveau ni de particulièrement original dans ce constat. Depuis des lustres, ainsi devrait débiter tout article digne de ce nom consacré à la Colombie.

Pour se maintenir au pouvoir, le gouvernement du président Iván Duque mène une guerre ouverte contre le mouvement populaire. Les explosions sociales de 2018 et 2021 ont érodé sa domination. Portée par le désespoir ou la révolte, surgie des quartiers populaires et des universités, une génération de jeunes rebelles a pris la rue au cri de « *Uribe, paraco, el pueblo está berraco !* » (« Uribe, paramilitaire, le peuple est furibond ! »). Dans la perspective des élections législatives (13 mars) et surtout présidentielle (29 mai) de 2022, l'« uribisme » (du nom de l'ancien président Álvaro Uribe, précédemment cité) a le dos au mur. Regroupée au sein d'un Pacte historique, une vaste coalition politique et électorale monte en puissance. Elle rassemble entre autres des partis de gauche - Pôle démocratique alternatif (PDA), Union patriotique (UP), Parti communiste (PCC), Force citoyenne (FC) - des formations de toutes natures - Alliance démocratique afro-colombienne (ADA), Mouvement alternatif indigène et social (MAIS) -, des organisations sociales - Marche patriotique (MP), Mouvement pour la constituante populaire (MPCP) - et la Colombie humaine (CH) du

probable futur candidat, le sénateur (plus centriste que de gauche) Gustavo Petro.

Pointant du doigt « *un plan criminel qui implique des dirigeants du Centre démocratique [parti d'Uribe et Duque], des agents du renseignement militaire, des campagnes des réseaux sociaux, ainsi que des journalistes et des médias pro-Uribe* », le sénateur du PDA Iván Cepeda a dénoncé le 1er septembre l'existence d'une « campagne sale » destinée à freiner l'avancée des secteurs de la gauche et du Pacte historique. Quelques jours auparavant, le 26 août, à des milliers de kilomètres de Bogotá, le député français Adrien Quatennens avait pour sa part présenté aux « insoumis » réunis à Valence pour la première journée de leurs « Amfis 2021 » l'un des participants à un débat sur l'Amérique latine : « *Je tiens à saluer la présence du colombien Carlos Caicedo, gouverneur du département du Magdalena, qui est avec nous aujourd'hui en France parce que, en Colombie, il a reçu des menaces de mort de la part de narcotrafiquants proches du gouvernement.* »

Une nouvelle peu commune, même pour la Colombie. Un gouverneur obligé de s'exiler. Encore que... Leader du mouvement Force citoyenne, partie prenante du Pacte historique, Caicedo est le seul gouverneur de gauche parmi les trente-deux que compte son pays [2] ! De la France insoumise de Jean-Luc Mélenchon à Bruxelles et l'Union européenne, qu'il gagnerait ensuite, le « proscrit » parcourait le vieux continent en compagnie de sa compagne et de leur bambin d'un an pour exposer son cas, en recherche de protection.

Bordé au nord par la chaude mer des Caraïbes, le département du Magdalena a pour capitale Santa Marta (près de 500 000 habitants), l'une des agglomérations les plus anciennes de la Colombie. Meurtres, enlèvements, torture, extorsions, déplacements forcés : pendant trois décennies et jusqu'à 2006, la région que domine l'imposante Sierra Nevada de Santa Marta (5 575 mètres d'altitude) a été le fief du Bloc de résistance Tayrona, commandé par le redoutable narco-paramilitaire Hernán Giraldo - alias « *El Señor de la Sierra* », « *El Patrón* » ou « *Taladro* » (« Perceuse », en référence aux innombrables viols de mineures qu'il a commis) [3]. Après 2006 et la pseudo démobilisation des paramilitaires organisée par le gouvernement de leur proche ami Álvaro Uribe, plus d'une dizaine de structures criminelles plus ou moins liées à Giraldo et impliquées dans le trafic de drogue ont poursuivi leurs exactions.

Depuis février 2021, Santa Marta subit un flux de pamphlets menaçants attribués aux Autodéfenses conquérantes de la Sierra Nevada (ACSN). Succédant depuis deux ans à un autre groupe paramilitaire - los Pachenca - ces ACSN disputent le territoire au Clan du Golfe, également connu sous le nom d'Autodéfenses gaitanistes de Colombie (AGC) [4]. Lequel Clan, pour sa part, couvre les murs des secteurs populaires d'inquiétants graffitis.

C'est dans ce contexte que, fin avril, le corps sans vie du leader populaire Francisco Giacometto, cofondateurs de l'Union patriotique (UP) [5] à Santa Marta, a été retrouvé à son domicile, avec des signes apparents de torture et plusieurs coups de couteau au cou. Face à un tel climat de violence et de démesure meurtrière, le gouverneur Carlos Caicedo est monté au créneau en déposant plusieurs plaintes et en demandant l'intervention des organes de sécurité de l'Etat contre ces groupes armés organisés (GAO) afin d'empêcher leurs activités criminelles, dont les cultures illicites qui détruisent la biodiversité de la Sierra Nevada.

Lamento y condeno el asesinato del fundador y militante de la [@UP_Colombia](#) Francisco Giacometto Gómez. Solicito a [@FiscaliaCol](#) y a [@PoliciaStaMarta](#) actuar con celeridad para individualizar e identificar responsables.
pic.twitter.com/ffGt24Ve85

« Je regrette et condamne l'assassinat du fondateur et militant de l'UP Francisco Giacometto Gomez. Je demande au Parquet général et à la police de Santa Marta d'agir avec célérité pour identifier les responsables »

La réponse n'a pas tardé. Le 14 août, Caicedo était prévenu par une « source hautement fiable » que les AGC et l'extrême droite préparaient une opération pour l'assassiner. Immédiatement transmise au commandant de la Deuxième brigade de l'armée et aux chefs de la police du Magdalena, l'information a été confirmée par ces derniers après qu'ils se fussent réunis avec la source en question. Au terme d'une rencontre, le 17, entre ces officiers, les autorités judiciaires locales et Caicedo, il fut décidé que, dans l'urgence et compte tenu du danger, la meilleure solution était un départ du pays.

Rencontré en France quelques jours plus tard, Caicedo, entre deux communications par téléphone portable avec sa terre natale, résumait ainsi une trajectoire qui n'a pas commencé avec ce voyage forcé : « *A travers ses clans politiques et narco-paramilitaires, l'uribisme a tenté à plusieurs reprises de me liquider moralement et judiciairement ; ils m'ont injustement détenu ; ils ont fait toutes sortes de montages et de campagnes diffamatoires ; aucun n'a fonctionné. Maintenant, ils prévoient de m'assassiner.* »

Depuis des lustres, Caicedo et ses équipes livrent dans le Magdalena une âpre lutte contre les partis, les clans traditionnels de la côte et les puissantes ramifications de l' « uribisme ». A ce titre, son histoire constitue un vivant symbole de ce qu'est la vie politique en Colombie.

Originaire d'Aracataca, petite ville assoupie au pied de la Sierra Nevada dont s'est inspiré Gabriel García Márquez pour le Macondo de ses *Cent ans de solitude*, Caicedo a très jeune milité « à gauche ». Dirigeant étudiant, candidat de l'Union patriotique lors de la convocation de l'Assemblée nationale constituante de 1991, il fut trois ans plus tard, porte-parole du Courant de rénovation socialiste (CRS) lors de négociations de paix entre ce secteur dissident de l'Armée de libération nationale (ELN) et le gouvernement de César Gaviria. Comme il se doit dans ce pays des « accords violés », soixante-quatre membres de la CRS seront assassinés après la signature des accords.

Un temps conseiller pour le développement social dans le cabinet du gouverneur du Magdalena Jorge Caballero, Caicedo va surtout se faire remarquer par sa gestion de l'Université du Magdalena, dont il devient recteur, par concours, en 1997. Lorsqu'il en prend le contrôle, l'établissement est en faillite. Il redresse la situation, instaure l'attribution de bourses, fait passer le nombre d'étudiants de 2000 à 9000, transforme l'institution en l'une des meilleures du pays. Ce succès lui vaut d'être élu président de l'Association colombienne des Universités (ASCUN). Mais là commencent pour lui les vraies difficultés.

En 2004, au terme d'un scrutin dont il est le seul candidat – les autres s'étant gentiment désistés après qu'ait été déclaré « objectif militaire » quiconque se présenterait contre lui – un certain Trino Luna Correa est élu gouverneur. Le genre d'homme qui, lorsqu'il convoite quelque chose, tend la main pour se l'approprier. L'UniMagdalena dispose désormais de ressources. Trino Luna convoque Caicedo, réclame l'attribution de contrats pour telle ou telle entreprise, quelques postes rémunérateurs pour ses amis.

Moins docile qu'on pouvait l'espérer, le recteur blinde le budget de l'université pour le protéger de l'ingérence des mafias politiques. Trois dirigeants universitaires sont

assassinés. On accuse de ce crime... Caicedo (toujours poursuivi à ce jour pour ces faits bien que, en 2007, Hernán Giraldo ait reconnu que lui et un autre chef paramilitaire, « Jorge 40 », ont été les auteurs des meurtres).

Autre front : en pleine confrontation avec le gouverneur, Caicedo est poursuivi pour une sombre affaire de « conciliation » avec des enseignants à qui étaient dues des indemnités de licenciement. En prime, Trino Luna l'accuse d'être membre du PC4, bras politique des FARC, et d'avoir participé à un enlèvement de sa mère. Ce qui est absurde. En retour, le recteur dénonce les liens du gouverneur avec le paramilitarisme. Ce qui est avéré. Frère du « *paraco* » Juan Carlos Luna Correa, alias « El Cóndor », Trino Luna sera condamné en 2007 dans le cadre du scandale dit de la « parapolitique » [6].

Entretemps, la « justice » locale s'est occupée du « cas Caicedo ». En octobre 2007, un juge du Tribunal du Magdalena le condamne à huit ans de prison pour l'affaire de la « conciliation ». Il fait appel. La procédure traîne, enterrée pendant dix-huit mois. Il faudra qu'au terme de multiples recours le cas soit délocalisé auprès du Tribunal supérieur de Bogotá pour que, en 2011, après quatre ans et huit mois d'incarcération, puis de détention à domicile, Caicedo soit enfin acquitté et libéré.

L'épreuve a été particulièrement éprouvante. Pour payer ses avocats, l'ex-recteur a dû vendre sa maison. *« Quelqu'un comme moi n'est pas préparé à une situation de cette nature, confie-t-il avec le recul. Cela dégrade tout ce qui a été construit au fil des ans, le nom, la réputation, le modeste patrimoine, une position dans la société, la reconnaissance dans le milieu universitaire... Heureusement, nous nous en sommes sortis progressivement. »*

Blanchi par la justice, rendu à la vie publique, Caicedo ne renonce en rien à ses idéaux. Il se lance dans la vie politique en annonçant sa candidature à la mairie de Santa Marta. Il a fondé Force citoyenne. Il n'a ni appuis politiques ni argent pour « acheter des votes ». On le traite de fou. Il obtient deux fois plus de voix que son opposant, soutenu par la caste des barons électoraux - les Díaz-Granados et les Cotes (connus sous le sobriquet de « *capos* du Magdalena »). Elu pour la période 2012-2015, Caicedo prône le changement, entreprend de moderniser la ville, comme il l'a fait avec son Université. Il met l'accent sur le « social ». Il affronte les mafias locales et en dénonce la corruption. Met en cause les noms d'« intouchables », dont l'ex-juge de la Cour constitutionnelle Jorge Pretelt (condamné en décembre 2019 à six ans de prison pour « concussion »).

Son rejet des règles imposées par la violence, sa réticence à obéir aux ordres des satrapes propulsent la réputation de Caicedo au-delà des limites de Santa Marta. A ses ennemis locaux, se joint la crème de ce que la Colombie compte de pire : Álvaro Uribe en personne, Germán Vargas Lleras (vice-président de 2014 à 2017), les clans de la côte atlantique (Gnecco Cerchar, Araujo, Char [7]...). Procureur général de la Nation de 2016 à 2019, Néstor Humberto Martínez ré-ouvre le cas des trois assassinats de l'UniMgdalena - les témoins instrumentalisés pour accuser Caicedo admettront ultérieurement avoir été payés par le clan Cotes. En un mot : Caicedo subit une campagne de déstabilisation pire que celle qu'a connue Gustavo Petro lorsqu'il était maire de Bogotá [8].

Cette suite d'événements aisément déchiffrables rend Caicedo populaire au sein de la masse des Colombiens de la côte qui, comme la majorité de leurs compatriotes, comptent et recomptent en permanence chaque peso pour survivre, se loger et manger. Le 27 octobre 2019, déjouant une nouvelle fois tous les pronostics, il bat le candidat de la droite et

de l'extrême droite Luis Miguel Cotes et est élu gouverneur du Magdalena avec 58 % des voix. Force citoyenne devient la première formation politique du Département.

Refusant la défaite, son adversaire ne décolère pas. Le père du vaincu, Álvaro Cotes, encore moins : « *Caicedo est un meurtrier et un voleur ; il a gagné ce département avec l'aide des FARC (...) Ce type doit être remis à sa place, nous ne pouvons pas permettre qu'il soit gouverneur* [9]. »

En annonçant son plan de développement 2020-2023 intitulé « le Magdalena renaît », Caicedo n'en promet pas moins « *une révolution de l'équité* ». Dans ce Département classé au rang de quatrième plus pauvre du pays, il s'agit en substance de réduire la mortalité maternelle et périnatale, la malnutrition, le nombre de grossesses chez les adolescentes, d'améliorer la qualité des services de santé, de renforcer le réseau hospitalier public... Le Covid-19 s'abattant sur la Colombie, Caicedo lance une stratégie de soins primaires universelle appelée « Docteur dans votre maison ».

Ex-gouverneure, Rosa Cotes a immédiatement déclenché les hostilités pour étouffer son successeur et son projet. Arguant de « *déficiences juridiques, administratives, sociales et financières* » accumulées au cours des années précédentes, la Surintendance nationale de la santé enchaîne en prenant le contrôle de l'Hôpital universitaire Julio Méndez Barreneche, l'établissement de référence pour la région. « *Ils n'ont même pas prévenu le gouverneur, s'insurge Caicedo. C'est un acte arbitraire de politique politicienne que de remettre cet hôpital à la classe politique du Magdalena.* » Mais il n'a encore rien vu... D'autant qu'il passe son temps à « aggraver son cas »... Le 17 juillet 2020 n'a-t-il pas demandé l'assistance de Cuba et de ses médecins pour lutter contre le Covid-19 et inverser la courbe de la pandémie [10] ? Ministre de la santé, Fernando Ruiz opposera alors une fin de non recevoir : faire venir des médecins d'autres pays ne peut être envisagé « *que dans des circonstances extrêmes* », car leur inclusion « *n'est pas sans risque* »... La notion de risque n'étant bien entendu pas la même pour tout le monde : la Colombie comptera 126 000 morts au 15 septembre 2021 [11].

Le 11 octobre 2020, vingt-neuf des trente maires du Magdalena se réunissent dans la municipalité de Ciénaga - là où, en décembre 1928, a eu lieu « le massacre des bananeraies » (l'assassinat de plusieurs centaines de travailleurs grévistes de la United Fruit Company par les forces armées [12]). Seule manque Virna Jhonson, membre de Force citoyenne, qui a succédé à Caicedo à la mairie de Santa Marta. En revanche, un certain nombre de sénateurs, tous de droite, ont fait le déplacement : Honorio Henriquez (Centre démocratique), Eduardo Pulgar et Hernando Guido (Parti de la U), Fabián Castillo et Carlos Mario Farelo (Cambio Radical), Kelyn González (Parti libéral) [13]. En maître de cérémonie, opère Luis Tete Samper, maire de Ciénaga, féroce détracteur de Caicedo. Le Département national de la planification (DNP) et son directeur Luis Alberto Rodríguez ainsi que certains ministères, dont celui de la Défense, se tiennent discrètement en arrière-plan.

Sous le slogan « Pour le développement du Magdalena », les comploteurs annoncent leur intention de créer une « association de municipalités » et « *d'unir leurs forces pour gérer les ressources avec le gouvernement de la République et le Fonds de redevances, pour la mise en œuvre de projets favorisant le progrès dans leurs régions et le Département* ». En d'autres termes : il s'agit pour eux de se faire attribuer directement par le gouvernement, via le DNP, les ressources légalement destinées au Département - 320 milliards de pesos (environ 71 millions d'euros) [14] - divisées en quotas municipaux. Un détournement de fonds (et de la loi !) sans précédent qui remet en cause le régime politique et administratif

entre nation, département et municipalités [15]. « Cette stratégie a pour objectif d'isoler l'action institutionnelle du gouverneur, d'empêcher que les propositions faites lors de sa campagne et contenues dans son plan de développement « le Magdalena renaît » soient réalisées et d'empêcher que son gouvernement prospère en tant qu'alternative réelle et efficace de changement », analyse Caicedo en dénonçant ce « Pacte de Ciénaga ». « En réalité, ajoute-t-il, cette association malveillante ne cherche pas à promouvoir les projets à fort impact social ou économique dont la région a besoin, mais plutôt à piller les ressources des redevances afin que ses promoteurs et sponsors puissent financer leurs prochaines campagnes électorales. »

Malgré les obstacles semés en travers de sa route par cette camarilla infernale, le plan « le Magdalena renaît » recevra en mars 2021 les félicitations du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD).

A peine avait-il été élu gouverneur que Caicedo s'en prenait aux narco-paramilitaires qui terrorisent la région. Un gouvernement parallèle allant jusqu'à établir des péages dans les zones touristiques de Santa Marta. Le 21 mai 2020, dans le quotidien national El Tiempo, il n'hésite pas à mettre les points sur les « i » : « Ce groupe criminel [l'ACSN] reçoit des informations directes de la police et de l'armée, ce qui a facilité le développement de ses activités illicites et son renforcement. » Dans le même temps, il organise des conseils de sécurité pour tenter d'empêcher les AGC de s'emparer définitivement de la Sierra Nevada pour la couvrir de cultures illicites.

Les barbares liturgies de la mise à mort se mettent en branle. Caicedo doit quitter précipitamment la Colombie. Ce qui ne l'empêche pas de communiquer : « Je tiens le président et Uribe pour responsables si l'AGC attende à ma vie, lance-t-il sur Twitter le 26 août ; d'une part pour avoir créé un climat de mépris à l'égard de mon gouvernement et du peuple du Magdalena, en faveur de l'impunité des groupes paramilitaires, et de l'autre pour avoir attisé l'extrême droite contre nous et la gauche colombienne. » Publiquement, il met en cause le chef de l'Etat et ses ministres pour ne pas avoir activé un appareil de sécurité lui permettant de gouverner - « un clin d'œil silencieux que les paramilitaires et la narco-politique savent comprendre ».

A Bogotá, le général Jorge Luis Vargas, chef de la Police nationale, et le ministre de l'Intérieur Daniel Palacio affirment sèchement ne pas comprendre la « fuite inattendue » du gouverneur hors de Colombie dans la mesure où il dispose « d'un des meilleurs schémas de sécurité du pays ». Ce à quoi, depuis l'Europe, Caicedo rétorque ironiquement : « [Ils] ont dit dans les médias que je dispose d'un dispositif de protection permanent de trente-trois hommes avec des armes lourdes et légères... J'aimerais qu'on me les présente car je ne les connais pas. Ils doivent confondre avec un ministre ou un ancien président ! » Affirmation immédiatement confirmée par la maire de Santa Marta, Virna Johnson, et le secrétaire à l'Intérieur du Magdalena, Adolfo Bula : « Le gouverneur Caicedo ne dispose que de cinq membres de la police pour sa protection [16]. »

Il arrive que l'ubuesque s'ajoute au tragique - plus qu'ailleurs en Colombie. C'est par un communiqué quasiment « officiel » que le groupe hors-la-loi des Autodéfenses gaitanistes de Colombie a, tout en le critiquant vertement, très rapidement démenti être derrière les menaces contre Caicedo. Ce qui a amené celui-ci à réagir : « C'est un pamphlet qui se réfère à moi de la même manière que le gouvernement national et les clans politiques du Magdalena. Qu'un groupe paramilitaire s'exprime avant le gouvernement devrait nous faire honte à tous. » D'autre part, pendant son séjour en Europe, le gouverneur rebelle a dû

expliquer qu'il effectuait ce séjour quelque peu forcé en utilisant... des « jours de congés » : « *Je n'ai la permission de quitter la Colombie que jusqu'au 6 septembre et je ne peux pas rester au-delà. Si je n'avais pas utilisé ce reliquat de jours de vacances, j'aurais dû, pour sortir, attendre une autorisation administrative [de l'Assemblée départementale ou de la présidence de la République] au risque que le plan de me tuer soit exécuté.* »

« Vacances justifiées ou abandon de poste ? » Déjà la machine à broyer médiatique entre en campagne sur cette « *absence injustifiée* » d'un gouverneur qui se distingue par son caractère « *autoritaire et populiste* ». Seulement, son cas commence à bénéficier d'un retentissement international. Depuis la France, Caicedo obtient du ministère de l'Intérieur colombien une autorisation de sortie du pays en « mission officielle » jusqu'à la date fatidique du 6 septembre (décret 1007 du 26 août). Reste, pour le gouverneur, une décision difficile à prendre : rentrer en Colombie, malgré les risques, ou renoncer à sa fonction et demeurer à l'étranger ? « *Non*, décide-t-il, évoquant cette dernière hypothèse, *c'est exactement ce qu'ils voudraient.* »

Fort des soutiens obtenus auprès de l'Union européenne, de la Cour interaméricaine des droits de l'Homme (CIDH), de la représentation de l'ONU en Colombie, Caicedo est rentré le 7 dans son pays en lançant un appel au président Duque pour qu'il s'engage à affronter « *les groupes illégaux qui effraient le Magdalena* ». Car, qu'il s'agisse des AGC ou non, une structure criminelle a bel et bien menacé de l'éliminer.

Quel espace pour la gauche, ou même simplement la démocratie, en Colombie ? Lors de la flambée sociale qui a commencé le 28 avril de cette année, des civils ont ouvertement aidé les forces de l'ordre à réprimer mortellement. « *Nous assistons à une paramilitarisation sans précédent du conflit social*, a pu constater la chercheuse de l'Université nationale de Colombie Camila Esguerra, *quand des images de collusion entre les forces armées de l'Etat et les civils armés sont enregistrées et diffusées en direct* [17]. » Sous le coup d'une motion de censure pour répondre du nombre des victimes, le ministre de la Défense Diego Molano a été confortablement absous. « *Ce qu'a fait le Sénat de la République, c'est cautionner l'assassinat de jeunes gens et le terrorisme d'Etat*, a réagi à cette occasion Gustavo Petro. *Les majorités de ce Congrès ont signé pour le massacre de leur propre peuple, et elles le font par corruption.* »

Ce même ministre de la Défense vient d'annoncer la création d'un Front de sécurité citoyenne (FSC). Il existe certes de tels « fronts » organisés depuis 1997 pour lutter contre la délinquance dans les quartiers (fin 2020, on en comptait 980 à Bogotá). Mais Molano hausse sérieusement la barre en annonçant que ce FSC nouvelle mouture agira en étroite collaboration avec la Force publique et... les entreprises de sécurité privées. De sinistre mémoire, ainsi sont peu ou prou nées en 1994 les Coopératives de sécurité rurale (Convivir), particulièrement développées par un certain Álvaro Uribe lorsqu'il était (1995-1997) gouverneur du Département d'Antioquia. Organisés et coordonnés par les militaires, ces coopératives, après avoir servi de réseaux de soutien, se fondront rapidement au sein du complexe paramilitaire des Autodéfenses unies de Colombie (AUC).

Cerise sur le gâteau, à la demande de Claudia López, du Parti vert, première femme à occuper la mairie de Bogotá, 360 militaires patrouillent depuis le 15 septembre dans les rues de la capitale - 2 500 pouvant être appelés en renfort prochainement. Cette image de soldats en armes patrouillant dans les quartiers populaires et arrêtant les gens fait hurler la gauche et les démocrates tant sont présentes dans les consciences les innombrables violations des droits humains perpétrées par l'armée.

A quelques mois de l'élection présidentielle de 2022, la situation demanderait à être sérieusement prise en compte. D'autant que même la Commission des droits de l'homme de l'ONU vient d'interpeller le pouvoir. Toutefois, ce dernier a d'autres priorités. En visite en Espagne, où il a été cordialement reçu par le roi Felipe VI, le président Duque a une fois de plus exprimé son fort rejet des... négociations en cours à Mexico entre le gouvernement vénézuélien et son opposition radicale : « *Toute solution qui perpétue la dictature ne fera qu'apporter plus de crises migratoires, plus de crises sociales et quelque chose qui a également été terrifiant, à savoir que le régime dictatorial du Venezuela protège sur son territoire des groupes terroristes qui ont fait beaucoup de dégâts dans des pays comme le nôtre et font partie de réseaux terroristes internationaux* [18]. » D'où son insistance pour que soient amplifiées les mesures coercitives infligées à la population du pays voisin et pour que Madrid « *maintienne la pression* » sur Nicolás Maduro.

Pour sa part, la vice-présidente et ministre des Affaires étrangères Marta Lucía Ramírez a fermement demandé le 8 août au gouvernement haïtien de « *fournir des garanties* » aux dix-huit mercenaires colombiens, ex-militaires arrêtés pour leur participation à l'assassinat du président Jovenel Moïse et, des « *irrégularités* » entachant leur détention et l'assistance qui leur est due, « *de se conformer aux traités internationaux relatifs aux droits humains* [19] ».

Maurice Lemoine

Illustration : Carlos Caicedo, gouverneur du Magdalena.

Notes

[1] Lire « Guerre totale contre le mouvement social » - <https://www.medelu.org/Guerre-totale-contre-le-mouvement-social>

[2] La Colombie est divisée en 31 départements et un district (Bogotá). Les gouverneurs des départements sont élus au suffrage universel direct.

[3] Démobilisé le 3 février 2006 avec 1 167 de ses hommes, Giraldo a été extradité en mai 2008 vers les Etats-Unis pour y répondre de crimes liés à l'exportation de drogues illicites vers ce pays. Après y avoir purgé douze années de prison, il est rentré en Colombie où il demeure incarcéré (pour viols commis entre sa démobilisation et son extradition).

[4] Les AGC ont pour origine des membres du Bloc Elmer Cárdenas des Autodéfenses unies de Colombie (AUC), qui ont refusé de se soumettre au processus de démobilisation convenu entre le gouvernement d'Álvaro Uribe et les paramilitaires entre 2003 et 2006 (loi Justice et Paix de 2005). Les AGC ont également été connues sous le nom de « Los Urabeños » et « Clan Úsuga ».

[5] Parti politique fondé en 1985, dans le cadre d'un accord avec le président Belisario Betancur, par diverses forces de gauche, dont des guérilleros des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC)

démobilisés. Sous les coups des militaires et des paramilitaires, plus de 4 000 de ses membres et militants ont été tués ou ont disparu, dont les candidats à la présidence Jaime Pardo Leal et Bernardo Jaramillo, cinq membres du Congrès en exercice, 11 députés, 109 conseillers municipaux et huit maires élus.

[6] Preuves rendues publiques démontrant qu'une fraction notable de la classe politique se trouvait sous l'influence des paramilitaires.

[7] Lire « La Colombie aux temps du choléra », 24 mars 2020 - <https://www.medelu.org/La-Colombie-aux-temps-du-cholera>

[8] A la tête de la mairie de la capitale depuis le 1er janvier 2012, Petro est destitué le 9 décembre 2013 par le procureur général Alejandro Ordoñez, inféodé au pouvoir, pour cause de « violation des principes constitutionnels de la concurrence » : en 2012, Petro a dépossédé du ramassage des ordures des entreprises privées se comportant en « mafia » pour le transférer à une entreprise publique. Après moult péripéties, il ne sera rétabli dans sa fonction que le 23 avril 2014 par le Tribunal supérieur de Bogotá.

[9] <https://noticierouniversal.com/colombia/familia-cotes-no-acepta-victoria-de-caicedo-en-magdalena/>

[10] La même démarche fut tentée par le maire de Medellín Daniel Quintero.

[11] Johns Hopkins University Center for Systems Science and Engineering (JHU CSSE).

[12] Lire Hernando Calvo Ospina, « En 1928, le massacre des bananeraies en Colombie », *Le Monde diplomatique* (« Les blogs du Diplo »), Paris, 16 décembre 2010.

[13] Eduardo Pulgar est poursuivi par la Cour suprême de justice pour corruption d'un juge et Honorio Henríquez représente les intérêts des « *terratenientes* » - grands propriétaires - du Magdalena.

[14] <https://www.semana.com/nacion/articulo/la-oposicion-advierte-que-le-quieren-quitar-recursos-al-gobernador-caicedo/202044/>

[15] La Loi des redevances gère différents fonds, dont le Fonds de développement régional - réparti entre les départements en fonction de leur population et de leur pauvreté relative - et le Fonds de compensation régionale, dont 60 % sont distribués aux Départements, 30 % dans les communes les plus pauvres, et 10% dans d'autres communes.

[16] <https://www.elheraldo.co/magdalena/al-gobernador-caicedo-no-lo-protegen-33-policias-alcaldesa-de-santa-marta-845943>

[17] <https://www.elsaltodiario.com/colombia/colombia-retorno-terror-paramilitar>

[18] <https://www.elmundo.es/internacional/2021/09/15/614247b5fc6c83df188b45de.html>

[19] <https://www.cancilleria.gov.co/newsroom/news/colombia-exige-garantias-colombianos-detenidos-haiti>

La source originale de cet article est [Mémoire des luttes](#)
Copyright © [Maurice Lemoine](#), [Mémoire des luttes](#), 2021

Articles Par : [Maurice Lemoine](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca